

LETTRE DE LA CITY | PAR ÉRIC ALBERT

Le sourire des dictateurs

Les dictateurs de la planète doivent avoir le cœur gros. Bell Pottinger est au bord du dépôt de bilan. Sauf surprise majeure, l'entreprise britannique de relations publiques, qui les a si bien servis, va mettre la clé sous la porte dans les jours qui viennent. La Fondation Pinochet, la femme du président syrien, Asma Al-Assad, les gouvernements d'Égypte et de Bahreïn, le dictateur biélorusse Alexandre Loukachenko... La liste des anciens clients de la firme relève du *Who's Who* des despotes et autocrates de ce monde.

Une ancienne employée raconte au *Guardian* – sous couvert d'anonymat – l'ambiance « toxique » qui régnait à Bell Pottinger. « J'ai travaillé pour une entreprise de tabac, un prêteur sur gage qui imposait à des clients pauvres des taux d'intérêt obscènes, une société de matières premières liée à une fuite de produits toxiques, et une compagnie pétrolière qui essayait de forer un site classé au Patrimoine de l'humanité. »

Voilà finalement la société de relations publiques rattrapée par ses pratiques douteuses, emportée par un scandale qu'elle a provoqué en Afrique du Sud. En janvier 2016, elle a été embauchée pour défendre Oakbay Investments, le conglomérat des frères Ajay, Atul et Rajesh Gupta, qui s'étend des mines à la télévision. Ceux-ci sont sous le coup de

nombreuses accusations de corruption. Ils sont aussi extrêmement proches du clan de Jacob Zuma, le président sud-africain, dont ils emploient notamment le fils, Duduzane Zuma, et ils sont accusés d'avoir mis en place un système de collusion et de pots-de-vin au sommet de l'État.

Face au scandale, Bell Pottinger a proposé d'allumer un contre-feu. Objectif : mettre en avant la domination économique des Blancs en Afrique du Sud, afin de faire apparaître les critiques des frères Gupta comme des réactionnaires aux mains de l'élite d'autrefois. Son slogan : « *White monopoly capital* » (« le monopole blanc du capital »). A coups de faux comptes sur les réseaux sociaux, donnant l'impression d'un mouvement politique spontané, l'entreprise de relations publiques a soufflé sur les braises de la politique raciale, explosive en Afrique du Sud. Sans jamais préciser, bien sûr, qu'Oakbay Investments était derrière cette campagne...

L'affaire a finalement éclaté au grand jour en juin, avec les « GuptaLeaks », des centaines de milliers de courriels et documents obtenus par des lanceurs d'alerte. Depuis, l'entreprise britannique tente de limiter les dégâts. Elle a commandé un rapport à un cabinet d'avocats indépendant, mais ses conclusions ont été catastrophiques.

Le coup de grâce a été porté le 4 septembre par l'association britannique des relations publiques et de la communication (PRCA), qui a décidé d'expulser l'entreprise, une première. « *Bell Pottinger a déshonoré l'industrie des relations publiques et de la communication* », se scandalise Francis Ingham, son directeur général. Les clients se retirent de Bell Pottinger, qui est en train de faire faillite. La stratégie de la PRCA semble porter ses fruits : Bell Pottinger est montré du doigt comme un vilain petit canard, qui ne serait qu'une exception.

TRAVAIL DE SOUS-MARIN

Le journaliste cynique qui sommeille en nous a du mal avec cette explication. Une exception, vraiment ? Au gré des rencontres ces dernières années, on a été amené à travailler avec des chargés de relations publiques qui représentaient un homme d'affaires libanais corrompu, un oligarque à la richesse d'une provenance douteuse, un gérant qui voulait mettre la main sur l'argent d'un fonds souverain... Leur travail était de défendre l'indéfendable.

La différence, dans ce cas de figure, est que le jeu était transparent. Les entreprises de relations publiques en question ne cachaient pas leur client, alors que Bell Pottinger a, en Afrique du Sud, lancé une campagne en sous-main. Mais, d'après Tamasin Cave, directrice de

Spinwatch, une association qui dénonce le lobbying, ce travail de sous-marin est courant. « *L'affaire montre cette industrie au grand jour, pour ce qu'elle est vraiment*, estime-t-elle. Elle n'a pas de sens moral. » Elle rappelle ainsi la tentative menée il y a quelques années par des compagnies d'assurances de santé privées de créer une organisation-écran au Royaume-Uni afin de militer pour la privatisation des hôpitaux, sans révéler l'origine de son financement.

Faire de Bell Pottinger une entreprise à part permet aussi de ne pas trop se pencher sur les racines de l'entreprise. Son cofondateur Timothy Bell – forcé à la démission à l'été 2016 à la suite d'un coup de force interne – était un très proche de Margaret Thatcher, demeuré connecté auprès des conservateurs. « *Il n'est pas un véreux à part, mais au contraire la définition même de l'establishment* », s'agace Tamasin Cave. Pis encore, l'homme siège désormais à la Chambre des lords. « *Ça veut dire qu'on a des législateurs qui peuvent mener des campagnes de lobbying pour une entreprise ou un gouvernement étranger, sans que l'on soit au courant* », dénonce la directrice de Spinwatch. Et, hors la mort annoncée de Bell Pottinger, rien ne semble présager un changement prochain. ■

Twitter : @IciLondres

LA LISTE
DES ANCIENS
CLIENTS DE BELL
POTTINGER
RELÈVE
DU « WHO'S
WHO »
DES DESPOTES
ET AUTOCRATES
DE CE MONDE

L'ÉCLAIRAGE

Croissance mondiale : après l'euphorie, l'effritement

PAR JEAN-PIERRE PETIT

À u deuxième trimestre, la croissance en volume du PIB mondial, mesurée en parité de pouvoir d'achat, a été d'un peu plus de 4 % en rythme annualisé, contre 3,5 % au premier trimestre. C'est le taux le plus élevé depuis sept ans. Malgré les incertitudes politiques, l'activité économique mondiale a donc accéléré depuis environ un an, dépassant la bande de fluctuations dans laquelle elle se situait depuis 2011.

Pourquoi cette amélioration ? Parce que les politiques monétaires sont restées très accommodantes, avec des taux d'intérêt réels très bas ; que la remontée de la rentabilité a favorisé le rebond de l'investissement ; que les prix des matières premières se sont redressés dans de nombreux pays émergents ; que le prix du pétrole est toutefois resté à un niveau raisonnable ; et que les capitaux reviennent dans les pays du Sud. Ainsi, la confiance et les marchés d'actifs sont repartis à la hausse.

L'amélioration est surtout venue du monde émergent, en particulier d'Amérique latine et d'Europe centrale. Le Brésil et l'Argentine sont sortis de récession il y a plusieurs mois, et le Mexique résiste bien. La Pologne, la République tchèque et la Hongrie vont enregistrer une croissance de l'ordre de 4 % cette année ; la Roumanie, de 6 %. En Turquie, ce sera presque 5 %, en dépit de ses difficultés structurelles. Quant à la Russie, sortie de la récession fin 2016, sa croissance devrait s'approcher de 2 %. Dans le monde riche, les (bonnes) surprises proviennent essentiellement de la zone euro et, dans une moindre mesure, du Japon.

Mais ce n'est pas seulement le niveau de croissance qui importe, c'est également sa « qualité ». Or celle-ci aussi est satisfaisante. La plupart des grands pays ont connu un rythme d'activité au-dessus de leur croissance potentielle, à l'exception du Brésil et du Royaume-Uni. La hausse de la pro-

fitabilité a entraîné celle de l'investissement productif. Enfin, la croissance ne suscite pas de gros déséquilibres : l'inflation reste très basse, il n'y a pas de bulle financière majeure dans les grands pays, à part celle de la dette chinoise, qui ne semble toutefois pas présenter de risque imminent.

En revanche, les indicateurs courants suggèrent qu'il n'y aura vraisemblablement plus d'accélération dans les prochains mois : c'est la stabilisation à un haut niveau, voire un léger effritement de l'activité, qui va prédominer.

DANS LA ZONE EURO, 2% ATTENDUS

Aux États-Unis, le crédit décelère et les marges des entreprises non financières baissent. Les dépenses d'investissement ont vocation à déceler, dans la mesure où 40 % de la hausse au deuxième trimestre se concentraient dans le secteur de l'énergie. Ce ne sera plus le cas, sauf forte accélération du prix du baril. Le potentiel d'accélération de la consommation est limité, compte tenu du bas niveau du taux d'épargne.

Mais deux solides piliers de la demande demeurent. D'abord, l'emploi américain reste dynamique, avec 185 000 créations nettes en moyenne mensuelle sur les trois derniers mois. Ensuite, les conditions financières se desserrent grâce à la baisse du dollar et des taux d'intérêt. Au total, une croissance annualisée de 2 % au deuxième semestre paraît raisonnable, même en tenant compte de l'impact des ouragans.

En Chine, la croissance s'effrite, après un bon premier semestre, à près de 7 % annualisé, mais cette baisse ne devrait pas s'amplifier : la banque centrale a mis un terme au durcissement de sa politique monétaire à l'approche du 19^e congrès du Parti communiste (PC), à l'automne. Une croissance de l'ordre de 6,5 % au deuxième trimestre paraît réaliste.

Dans la zone euro, la croissance s'est bien diffusée, concernant même des pays comme le Portugal et l'Italie. L'investissement et la rentabilité remontent et la confiance est là. Mais la hausse de l'euro depuis le début de l'année et le resserrement des conditions financières depuis le printemps devraient légèrement ralentir cette dynamique. Une croissance de l'ordre de 2 % au second semestre semble crédible.

À l'arrivée, la croissance mondiale devrait connaître un léger effritement en volume dans les prochains mois. ■



Jean-Pierre Petit est économiste et président de la société de conseil Les Cahiers verts de l'économie

La fin des contrats aidés menace la politique sociale de la Ville de Paris

Dans la capitale, quelque 5 500 emplois aidés facilitent l'insertion de leurs bénéficiaires et irriguent la vie associative des quartiers. Six adjoints au maire s'élèvent contre leur suppression

COLLECTIF

Le gouvernement vient d'annoncer une diminution immédiate et drastique des contrats aidés, sans explication ni concertation. Pour des raisons budgétaires, il s'apprête à diminuer l'enveloppe de contrats aidés à 300 000 contrats en 2017, contre 459 000 en 2016. Cette décision, qui, sur notre territoire, s'ajoute à celles de la région Ile-de-France de supprimer les emplois-tremplins et de l'État de ne pas pérenniser les postes d'adultes-relais dans certains quartiers, est très lourde de sens et de conséquences.

Ces contrats, au nombre de 5 500 à Paris [tous employeurs confondus] en 2017, sont un véritable marche-pied pour retrouver un emploi durable. Réservés aux personnes les plus éloignées de l'emploi (chômeurs de longue durée, seniors, jeunes peu qualifiés, habitants des quartiers prioritaires...), ils sont essentiels aux associations et aux collectivités pour remplir, dans toute la France, de nombreuses missions d'intérêt général. Aujourd'hui, la pérennité de certaines d'associations et l'emploi de dizaine de milliers de personnes sont en jeu. Si le gouvernement persiste, 150 000 personnes seront privées de ce tremplin vers l'emploi durable. C'est plus de 200 Florange...

La politique de recrutement solidaire de la Ville de Paris est emblématique de notre combat pour l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi et pour le développement de l'économie sociale et solidaire. Notre ville est la première collectivité employeuse de personnes

en contrat aidé de France, avec 1550 salariés sous ce contrat qui viennent apprendre ou réapprendre un métier aux côtés des agents publics.

Cette politique active nous a permis d'embaucher depuis trois ans 956 jeunes, peu ou pas diplômés, en quête d'une indispensable première expérience professionnelle, 326 seniors de plus de 50 ans, premières victimes des plans de licenciements et autres ruptures conventionnelles, 235 personnes en situation de handicap, deux fois plus frappées par le chômage que le reste de la population française, 726 chômeurs de longue durée, à qui l'on ne proposait plus aucune alternative, et 637 allocataires du RSA, qui savent parfaitement, n'en déplaise à certains, ce qu'est la valeur du travail. Autant de personnes sur lesquelles le gouvernement fait peser la menace d'un retour à la précarité.

Inefficaces, les contrats aidés ? Au terme de leur contrat à la Ville de Paris, 485 personnes ont déjà accédé à un emploi durable. Permettre à une telle diversité de profils d'accéder à l'emploi, y compris public, est une fierté et une réussite pour notre société.

UNE MÉTHODE BRUTALE

Le premier ministre affirme préférer « la formation plutôt que les contrats aidés ». Ces deux priorités sont pourtant nécessaires et complémentaires. Grâce à l'obligation de formation, le contrat aidé est un outil d'insertion durable qui permet l'acquisition de compétences nouvelles. Comment imaginer que le gouvernement puisse réussir à proposer une solution viable et immédiate de formation aux plus de 150 000 personnes qui se retrouveront privées d'emploi d'ici à la fin de l'année ? Interdits de travail, ces salariés congédiés deviendront tributaires des minima sociaux, dans l'attente d'une hypothétique formation à venir.

En France, des dispositifs permettent de proposer un emploi aux exclus du marché du travail. Les contrats aidés, bien sûr, mais aussi le secteur de l'insertion par l'activité économique. Tous ces dispositifs peuvent bien entendu faire l'objet de réflexions et d'améliorations. Ils ont néanmoins prouvé leur utilité pour ceux qui en

bénéficient, qui remettent un pied dans le monde du travail et retrouvent ainsi une place dans la société. Plus de la moitié des personnes en contrat aidé du secteur marchand accèdent à un emploi durable, sans compter les emplois temporaires et l'accès à une formation.

Pas un mot non plus du gouvernement sur le sort des associations qui bénéficiaient de ces emplois à coût modéré. Grâce à eux, à Paris, 4 000 associations employeuses remplissent chaque jour des missions d'intérêt vital pour les quartiers populaires, pour l'éducation, pour la lutte contre les discriminations, pour la culture, pour l'insertion professionnelle et la cohésion sociale.

Les conséquences directes de ces suppressions seront l'arrêt de nombreux projets portés par le tissu associatif local et la difficulté des acteurs associatifs, en grande majorité bénévoles, à s'organiser. C'est l'ensemble du secteur de l'économie sociale et solidaire qui est aujourd'hui menacé. Combien de cours de français, d'actions de soutien scolaire, de permanences d'accès aux droits seront supprimés à la suite de cette décision ?

Au-delà même de la suppression, c'est la brutalité de la méthode qui choque : le gouvernement choisit en effet de supprimer ces postes immédiatement, sans concertation. Il ne laisse pas aux salariés la possibilité d'anticiper les suites possibles pour leur parcours professionnel, pas plus qu'il ne laisse aux associations le temps nécessaire d'une réorganisation face à un tel choc. Derrière les discours de modernisation et de rationalisation, le gouvernement s'apprête à procéder à un plan social de 150 000 emplois en quelques semaines. Cette brutalité est inédite.

Elus de terrain, recevant tous les jours des appels d'associations totalement déboussolées, nous ne pouvons qu'appeler le gouvernement à reconsidérer sa décision et à travailler avec les collectivités et les acteurs locaux aux améliorations qu'il souhaiterait apporter à ce dispositif, en considérant de façon sérieuse la question de l'insertion professionnelle de nos concitoyens. ■



Colombe Brossel, Alexandra Cordebar, Emmanuel Grégoire, Antoinette Guhl, Bruno Julliard et Pauline Véron sont adjoints au maire de Paris

COMBIEN DE COURS
DE FRANÇAIS, D'ACTIONS
DE SOUTIEN SCOLAIRE,
DE PERMANENCES D'ACCÈS
AUX DROITS SERONT
SUPPRIMÉS À LA SUITE
DE CETTE DÉCISION ?